

Congrès AFSP Paris 2013

L'Économie Sociale et Solidaire dans les dernières campagnes électorales en France Analyse des argumentaires dans les élections régionales de 2010 et présidentielles de 2012

Michel Abhervé
Professeur associé Université Paris Est Marne la Vallée

Lors des dernières élections en France, l'Economie Sociale et Solidaire a pris une importance significativement plus forte que lors des campagnes électorales précédentes, dont elle était, si ce n'est totalement absente, mais, pour le moins suffisamment discrète pour ne pas être lisible dans le débat public

Nous nous attachons dans cette communication aux argumentaires émis sur cette thématique par l'ensemble des forces politiques lors de deux campagnes nationales, les élections régionales de mars 2010 et les élections présidentielles d'avril mai 2012

Ces deux campagnes présentent, pour le sujet que nous traitons, l'avantage d'avoir par leur dimension nationale pour l'une, par le nombre raisonnable de campagnes, 26, pour l'autre, une accessibilité de l'information, en particulier sur Internet, devenu un support généralisé des campagnes électorales

Des sources sur Internet disparues

Mais il nous a bien fallu constater que ce qui avait été publié sur Internet n'est majoritairement plus accessible un an, et encore plus trois ans après, et que pour notre communication nous n'avons d'autre possibilité que de nous appuyer sur les analyses que nous avons effectuées à chaud sur notre blog <http://www.alternatives-economiques.fr/blogs/abherve>

Nous ne pouvons que regretter de n'avoir pu, pour préparer cette communication revenir, à froid, sur les sources afin de bénéficier d'un regard distancié,

Cela nous conduit à poser, dans le cadre de ces journées, la question de la nécessaire préservation du contenu des sites pour le travail ultérieur des chercheurs, ce qui n'est pas simple car nous avons affaire à des sites divers, les officieux complétant les officiels ; les personnels complétant ceux des partis

Les élections régionales de 2010

Le premier champ de notre analyse porte sur les élections régionales de 2010, dans le contexte politique de l'époque, qu'on peut résumer ainsi : une droite en mauvaise posture au plan national, une gauche qui détient 24 des 26 des régions depuis 2004, a donc peu de chances d'en gagner et des craintes bien compréhensibles d'en perdre quelques unes, un Front National pas encore remis de son recul des élections présidentielles de 2007, où Jean-Marie Le Pen n'a pas encore passé le relais à sa fille et un MODEM qui n'arrive pas à trouver sa place entre les deux blocs de droite et de gauche

Les résultats confirmeront la marginalisation du MODEM qui n'arrive à n'avois des élus qu'en Aquitaine, le recul du Front National qui disparaît de la moitié des conseils régionaux, et surtout une grande stabilité : la droite garde l'Alsace, perd la Corse, où le mode de scrutin est différent et la prime majoritaire très réduite, puisque, contrairement à 2004, la gauche majoritaire a pu s'entendre, et gagne, suite à ces contextes locaux la Guyane et la Réunion. La principale évolution sera un rééquilibrage au sein de la gauche, avec une progression des écologistes, capitalisant partiellement l'avancée des élections européennes de 2009, sous l'impulsion de Daniel Cohn-Bendit

Quant on analyse l'ensemble des productions durant la campagne électorale dans la totalité des régions, un premier constat s'impose. Il est d'ordre sémantique et porte sur l'usage quasi généralisé du concept d'Economie Sociale et Solidaire, de plus en plus souvent d'ailleurs résumé en ESS, sigle tendant à devenir nom. Ce n'est qu'à de très rares occasions que nous avons rencontré l'usage soit d'Economie Sociale, soit d'Economie Solidaire.

On peut probablement dater de cette campagne le mouvement qui verra l'Economie Sociale et Solidaire être considérée en tant que telle, en tant que globalité comme objectif d'une politique publique, ce qui se concrétisera en mai 2012, avec la création, pour la première fois, d'un ministère en charge de l'ESS, confié à Benoît Hamon. Rappelons que nous avons connu, entre 1984 et 1986 un secrétariat d'Etat à l'économie sociale confié à Jean Gatel, socialiste, et entre 2000 et 2002 un secrétariat d'Etat à l'économie solidaire dont le titulaire était Guy Hascoët, écologiste. Nous aurons l'occasion de revenir, longuement, sur cette question d'appartenance partisane

Notre analyse portera sur les forces présentes dans toutes les régions, ce qui nous fait écarter certaines listes présentes seulement dans une région, même si elles ont mis l'ESS au cœur de leur programme : c'est le cas à la Réunion où la liste conduite par Eric Magamootoo, propose « *Des emplois par une Economie Solidaire de proximité* », en Alsace où une liste intitulée « *Ecologie Sociale, Solidaire et décroissante* » conduite par Manuel Santiago, met la décroissance en avant, et surtout en Corse où la liste « *Femuacorsica* », conduite par Gilles Simeoni et Christophe Angelini propose de « créer les conditions de la réussite sociale, en s'appuyant sur l'économie sociale et solidaire », et obtiendra 26 % des suffrages

La position des extrêmes

Les extrêmes du champ politique demeurent, pour des raisons diamétralement inverses résolument opposées à l'Economie Sociale et Solidaire, et tant le Front National d'une part, que Lutte Ouvrière, d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud, de l'autre l'expriment clairement

Les premiers affirment que « *L'économie sociale et solidaire est souvent le théâtre privilégié pour la discrimination positive cachée (embauche prioritaire de jeunes des « quartiers »)* », tandis que pour les seconds, l'analyse est sans nuance « *Ils voudraient nous faire croire que leur économie peut être « responsable » et « solidaire » et nous parler de « partage ».* Mais tous ceux qui aident les chômeurs que le système capitaliste laisse sur le carreau savent qu'on ne peut pas s'enrichir dans l'économie solidaire ».

Le NPA d'Olivier Besancenot et Philippe Poutou est pour sa part sur une position plus nuancée, puisque malgré une position de principe très réservée « *En ce sens, l'économie sociale et solidaire ne peut prétendre être une réelle alternative au système capitaliste, contrairement aux illusions le plus souvent véhiculées par ses promoteurs* », il va en particulier en Midi Pyrénées, avancer, avec prudence, vers un début de prise en compte de l'Economie Sociale et Solidaire, en proposant le « *redéploiement des autres aides, qui seront désormais réservées, sous des conditions de respect de critères sociaux et écologiques, aux entreprises du secteur coopératif et de l'économie solidaire, ainsi qu'aux petits producteurs et aux entrepreneurs individuels* ». Il faut dire que dans cette région, comme en Limousin, le NPA s'est engagé dans une problématique alliance avec le Mouvement des Objecteurs de Croissance

A droite, un silence presque complet

Du côté de la droite, l'analyse est rapide. L'UMP est d'un remarquable silence quant à sa position par rapport à l'Economie Sociale et Solidaire. La réponse de Franck Riester, Directeur national de campagne de l'UMP, au questionnaire du « Labo de l'ESS » n'en est pas vraiment une car, au lieu de donner un point de vue concernant la question précise qui lui est posée, il se contente de rappeler les priorités générales en ces termes « *Les partenaires de la majorité présidentielle ont arrêté huit engagements nationaux de campagne : l'accent sera mis notamment sur l'emploi, la fiscalité le développement durable et la sécurité* »

Ce silence est d'autant plus étonnant que le seule région continentale de ce bord politique, l'Alsace, a mis en place une politique tout à fait honorable de soutien à l'Economie Sociale et Solidaire, en lien avec les structures de la région,

Le seul point de vue qui s'exprime en répondant au questionnaire du "Labo de l'ESS" vient de la composante radicale de l'UMP, à travers la position de Laurent Hénart, tête de liste en Lorraine. Avec le recul nous constatons que, sur ce point, s'esquisse la rupture au sein de l'UMP qui verra Jean-Louis Borloo, accompagné de Laurent Hénart, quitter l'UMP pour créer l'UDI

L'allié du Nouveau Centre s'exprime pour sa part avec clarté pour le soutien à l'Economie Sociale et Solidaire, par la voie de Valérie Létard, tête de liste dans le Nord Pas de Calais, dont le blog relate les visites de terrain qu'elle effectue auprès de structures de l'Economie Sociale et Solidaire de sa région. Dans son programme figure d'ailleurs la proposition suivante sur « *Développer le secteur non marchand de l'Economie Sociale et Solidaire. Accompagner une offre de services de proximité sur l'ensemble des territoires afin de réduire les disparités territoriales* »

Mais l'autre tête de liste du Nouveau Centre, François Sauvadet en Bourgogne, ne mentionne dans son programme dont la priorité affirmée est pourtant l'emploi, aucunement l'Economie Sociale et Solidaire, ce qui nous conduit à penser que nous sommes plus dans le tropisme

personnel de Valérie Létard (qui a d'ailleurs suivi le master en économie solidaire de l'Université de Valenciennes) qu'une position globale de son parti

Au centre, une hésitation

Pour ce qui est du MODEM, la situation est contrastée. Au plan national le soutien du Mouvement à l'Economie Sociale et Solidaire est fortement affirmé. Le « Projet Humaniste », contenu dans le « Petit Livre Orange » adopté en Décembre 2009, est très explicite, comme en témoigne le texte adopté qui affirme « *Reconnaître pleinement l'économie sociale et solidaire* »

Mais on ne retrouve pas cette priorité dans toutes les régions. Dans une majorité de régions, le programme des listes MODEM est silencieux concernant l'Economie Sociale et Solidaire, préférant affirmer son soutien à l'artisanat, et à la TPE/PME alors que le soutien est au contraire affirmé avec force en Auvergne, en Corse, en Martinique, mais surtout en Ile de France, en Provence Alpes Côte d'Azur et en Rhône Alpes où la liste conduite par Azouz Begag propose de Reconnaître pleinement l'Economie Sociale et Solidaire et analyse en ces termes « *Nous refusons de cantonner l'Economie Sociale et Solidaire uniquement à des activités sociales ou caritatives. C'est pour nous une forme alternative d'organisation de la production qui doit être pleinement reconnue et qui peut s'appliquer dans presque tous les secteurs qu'il s'agisse de mutuelle de santé, d'accueil de la petite enfance ou de production industrielle* »

Sur ce seul critère on mesure que le MODEM n'est pas (pas encore ?) devenu une organisation homogène idéologiquement.

Concurrence dans le soutien à gauche

C'est à gauche que le débat est le plus vif, les écologistes ayant dans nombre de régions où ils exerçaient une responsabilité déléguée, dans le contexte de présidences socialistes, organisé un important soutien à l'ESS entre 2004 et 2010 .

La concurrence a été d'autant plus exacerbée que dans la grande majorité des régions, les trois composantes de la gauche ont présenté des listes séparées au premier tour avant de fusionner, partout où cela était possible, sur une base programmatique de compromis, mais surtout grâce à l'application pure et simple pour ce qui des sièges de l'arithmétique des résultats du premier tour

Affirmation du Front de Gauche

Le Front de Gauche, encore en phase d'affirmation, avec des stratégies différentes selon les régions, et même quelques dissidences, affirme globalement son soutien organisé aux initiatives du « Labo de l'ESS », et apporte la signature de l'ensemble de ses têtes de listes. Les positions prises, tant par le Parti Communiste, que par le Parti de Gauche traduisent un soutien sans équivoque au développement de l'Economie Sociale et Solidaire

Cela représente pour le Parti Communiste une évolution certaine, et il est possible de penser que le travail inlassable et méthodique de Sylvie Mayer pour la promotion d'une « Economie Equitable » n'y est pas étranger. Les engagements de Pierre Laurent, tête de liste en Ile de France sont significatifs « *le développement de l'économie sociale comme élément fondateur*

d'une économie alternative au capitalisme nécessitera aussi des batailles politiques contre les projets ultralibéraux opposés aux valeurs fondatrices de la coopération. Il nécessitera de la part des élus dans les conseils régionaux une vigilance de tous les instants pour que citoyennes et citoyens soient bien associés à la gestion et aux décisions stratégiques des grandes institutions bancaires et assurantielles mutualistes, notamment l'utilisation des dépôts bancaires pour des financements solidaires, le développement local, le logement social, l'emploi utile ».

Pour le jeune « Parti de Gauche », l'engagement, en réponse au questionnement du « Labo de l'ESS » sous la plume d'Eric Coquerel, Secrétaire national, est marqué « *Nombre de candidats, élus et militants de notre parti sont engagés dans les réseaux de l'ESS, montrant par la pratique à quel point nous entendons participer au développement d'alternatives concrètes. Les élections de mars 2010 seront l'occasion de donner à notre région un nouvel élan pour en faire un territoire exemplaire de démocratie sociale, de relocalisation de l'activité économique et de reconversions écologiques et solidaires.* », ce qui se poursuit ainsi « *Nous mettrons donc en oeuvre des politiques publiques d'appui à la reprise d'entreprises sous formes coopérative et associative et défendrons le redéploiement de pôles publics (énergie, formation professionnelle, services sociaux et d'aide à la personne...), dont les acteurs de l'ESS seront les partenaires privilégiés* »

Nous aurons l'occasion de revenir sur la position du Front de gauche lors de la deuxième partie de cette communication qui sera consacrée aux élections présidentielles de mai 2012

Écologistes et socialistes : rivalité et émulation

Nous concluons cette première partie consacrée aux élections régionales en mettant en parallèle les positions respectives des socialistes et de leurs alliés (radicaux, chevènementistes, dont, sur ce sujet, le poids est marginal) et des écologistes

Notre analyse est que cette campagne montre une assez grande convergence sur les propositions, malgré des points de vue décalés, mais une volonté affirmée des socialistes de ne pas laisser les écologistes seuls sur ce terrain qu'ils commencent à considérer comme stratégique

Les écologistes proposent une croissance quantitative de l'ESS

De leur côté les écologistes qui ne souhaitent pas se laisser enfermer dans la seule dimension environnementale, s'emparent résolument de dimension économie et emploi avec la volonté de « *Répondre aux crises de l'emploi par la transformation écologique de l'Économie* »

De programmes très détaillés dans chacune des régions, montrant une grande proximité avec l'ESS, nous retiendrons, de façon forcément réductive, cet objectif quantitatif formalisé en Provence Alpes Côte d'Azur « *Représentant aujourd'hui 12 % de l'économie régionale, nous agissons pour que l'économie sociale et solidaire double sa place d'ici 2014.* »

Les socialistes proposent que l'ESS « contamine » l'économie classique

Pour ce qui concerne les socialistes, nous avons aussi des programmes détaillés dans chaque région, ce qui prouve une forte volonté de ne pas laisser aux écologistes le monopole de porter

des idées favorables à l'ESS, et une conception légèrement différente, de celle des « parts de marché » qu'affirment les écologistes

Anne-Guite Dufay, présidente sortante de la Franche-Comté, qui deviendra responsable de l'ESS à l'Association des Régions de France, affirme une conception différente, celle de la contamination à travers cette phrase « *Par ces actions actuelles et futures, la Région Franche-Comté entend peser significativement et durablement en faveur de l'économie sociale et solidaire afin que celle-ci, non pas grignote un ou deux % de parts de marchés au cours des années à venir, mais « contamine » l'économie régionale et l'amène à prendre en considération certaines valeurs qui font cruellement défaut aujourd'hui et qui caractérisent l'économie sociale* »

En synthèse de cette campagne on peut résumer les attitudes vis à vis de l'ESS dans cette campagne comme suit : opposition des extrêmes, indifférence de la droite, à quelques exceptions plus individuelles que collectives près, incertitude au MODEM et convergence de soutien à gauche, avec des différences de points de vue et surtout une réelle émulation pour s'afficher comme les meilleurs soutiens de l'ESS

Les présidentielles de 2012

C'est dans ce contexte que va s'ouvrir, peu après, la campagne présidentielle, dont l'analyse va être plus simple, parce qu'il y a une seule et pas vingt six campagnes, ce qui facilite l'organisation de débats thématiques où sont invités les candidats ou leurs représentants, mais aussi parce que le candidat Nicolas Sarkozy choisira de ne rien dire sur le sujet de l'ESS, ce qui est cohérent avec le programme de l'UMP qui ne comportait strictement rien sur l'ESS

Une droite quasi muette

Certes ses représentants s'exprimeront lorsqu'ils seront sollicités que ce soit Roselyne Bachelot par le CEGES, ou Nathalie Kosciusko Morizet par la CPCA. La première s'appuiera sur les initiatives de fin de quinquennat pour relancer quelques initiatives en faveur de l'ESS, alors que le début fut bien peu favorable au développement de l'ESS, ce que symbolise la suppression de la Délégation Interministérielle à l'Economie Sociale, en fin d'année 2009, victime collatérale de la RGPP. Pour la deuxième, elle fondera ses réponses davantage sur ses pratiques en tant que maire de Longjumeau, montrant d'ailleurs une forte instrumentation de la vie associative, que sur les positions du candidat qu'elle représente.

Leurs interventions, fondées sur un bilan pour le moins léger, avaient de surcroît l'inconvénient d'entrer en résonance avec le silence approfondi du candidat lui-même, dont la campagne largement orientée vers la droite critiquait fortement les corps intermédiaires, obstacle à toute évolution, ce qui justifie le recours au peuple souverain pour débloquer les choses, grâce au référendum.

Cette critique des corps intermédiaires va fortement distinguer Nicolas Sarkozy de trois autres candidats, François Bayrou, Eva Joly et François Hollande et paradoxalement le rapprocher d'un autre Jean-Luc Mélenchon.

François Bayrou s'engage fortement

En effet, François Bayrou affirme durant cette campagne l'importance dans une démocratie apaisée de ces corps intermédiaires, et un soutien fortement exprimé en des termes dépassant les convenances mais esquissant un projet de société en déclarant « *L'ESS est le point vital du modèle de société que l'on doit faire naître* ». Il affirmera son soutien dans sa profession de foi qui comporte la phrase (en capitales) « *JE SOUTIENDRAI L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE* », compensant ainsi largement une absence dans le programme de son parti

Eva Joly louvoie

De son côté, Eva Joly, dont la démarche sera laborieuse, oscillera tout au long de cette campagne entre la valorisation d'une complicité affirmée avec les acteurs de l'ESS, dans lequel ses soutiens sont nombreux, affirmés comme « ses amis », traduite dans le programme d'Europe Ecologie Les Verts qui consacre un important chapitre à « Développer l'Economie Sociale et Solidaire », et un positionnement décalé, aboutissant à une significative banalisation dans la profession de foi qui mentionne « *Soutenir les TPE-PME et l'économie sociale et solidaire* »

C'est ce décalage qu'analyse avec pertinence Alain Lipietz, qui avait charge de l'ESS dans son équipe de campagne, et constate la marginalisation du thème dans les documents de campagne, y compris les plus officiels, et dans le déroulement d'une campagne au caractère vibronnaire très marqué.

François Hollande s'engage

Pendant qu'Eva Joly laissait peu investi le terrain de l'ESS, que nombre de militants écologistes avaient investi depuis des années, et qui était pourtant culturellement très fort dans son parti, François Hollande, au contraire, le cultivait avec méthode

Dès les primaires socialistes, l'ESS va être présente, grâce à un effort significatif de Martine Aubry affirmant qu' « *Elle sait combien l'Economie Sociale et Solidaire, longtemps minorée, tient désormais un rôle majeur dans notre pays, un rôle d'aiguillon, inventant quotidiennement de nouvelles formes de régulation et d'intervention dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, du logement, de l'insertion, de la finance, portant les enjeux d'une autre économie, plus respectueuse de l'humain et de son environnement* » et de Ségolène Royal, s'appuyant surtout sur son expérience régionale picto-charentaise « *« nous sommes la première région pour la création de nouvelles entreprises dans le domaine de l'économie sociale et solidaire* ». Ces prémisses vont être confortés par l'annonce par François Hollande que les employeurs de l'économie sociale verraient leur représentativité enfin reconnue. L'ESS va prendre de l'importance tout au long de la campagne, avec une équipe dédiée animée par Thierry Jeantet, acteur reconnu de l'ESS, organisateur des Rencontres du Mont Blanc, à dimension internationale, et, de surcroît, responsable national du PRG, allié des socialistes

Visites et déclarations vont se succéder durant la campagne présidentielle de François Hollande, qui va faire figurer l'ESS dans la première de ses 60 propositions, et formuler ensuite 10 propositions pour le développement de l'ESS

Jean-Luc Melenchon provoque

Comme nous l'avons déjà énoncé, la campagne de **Jean-Luc Melenchon**, qui sera un des points marquants de cette élection, avec un résultat tout à fait conséquent, même s'il n'a pas atteint l'objectif affiché, se distinguera, avec le talent dans la provocation qui est le sien, en marquant une réelle méfiance vis-à-vis des corps intermédiaires

Si ses porte paroles sur le sujet, **Sylvie Mayer**, du Parti Communiste, et **François Longérimas**, du Parti de Gauche, étaient d'indéniables militants favorables à l'ESS, proposant en particulier avec force le droit de reprise coopératif par les salariés de leur entreprise, c'est le candidat lui-même qui manifestait le plus de réticences, fondées sur une conception issue du Siècle des lumières, dans la logique de l'abolition des corporations lors de la Révolution française. Il n'hésita pas à affirmer que les corps intermédiaires ont tendance à devenir des obstacles dans une démocratie fondée, presque naturellement, sur une relation directe entre le peuple et ceux qu'il a désignés pour exercer le pouvoir et qui sont responsables devant lui. Son admiration pour Hugo Chavez se fonde pour une large part sur cette conception.

Devant la CPCA, porte parole associatif au plan national, le candidat se mit fortement en opposition avec les autres intervenants, qui avaient tous, avec des nuances, marqué leur intérêt pour le **service civique**, en considérant celui-ci comme ne devant pas exister, seul un "*impôt du temps*" égal pour tous trouvant grâce à ses yeux, sans que la notion d'engagement prenne sens pour lui.

Conclusion : convergences et rivalité

Sur la seule grille de lecture de leur rapport à l'ESS, cette campagne montrait une réelle convergence entre les centristes du MODEM, les socialistes et les écologistes (malgré la difficulté à repérer la cohérence de la candidate), et mettait en évidence une position assez fortement décalée, sur les principes du Front de Gauche, et surtout de son candidat, ce qui n'empêche pas la possibilité de rapprochements sur des sujets ponctuels, en particulier sur le soutien au secteur coopératif.

Elle confirme aussi ce qu'avait déjà esquissé la campagne des élections régionales, la volonté des socialistes de ne pas laisser le champ du soutien à l'ESS aux écologistes comme ils avaient eu tendance à le faire avant 2010. Le choix d'un socialiste, **Benoît Hamon**, comme ministre en charge de l'ESS en mai 2012 sera, explicitement, la concrétisation de cette volonté

